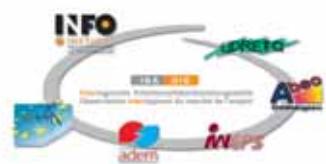


«DIMENSIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA MOBILITÉ TRANSFRONTALIÈRE»

ACTES DU SÉMINAIRE TRANSFRONTALIER EURES-OIE

(EURopean Employment Services – Observatoire Interrégional de l'Emploi)
organisé les 14 - 15 mars 2005 à Luxembourg-Kirchberg,
dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union Européenne



en collaboration avec



*A Jean Houard,
Directeur de l'IWEPS*

*qui nous a beaucoup aidés et encouragés
lors de nos travaux
et qui nous a quittés en ce début d'année 2006*



Préface de Monsieur François Biltgen Ministre du Travail et de l'Emploi

Le 19 novembre 1998, à Trèves, les membres du 4e Sommet de la Grande Région ont décidé de créer un observatoire interrégional du marché de l'emploi avec, pour objectif, de réunir les informations relatives à l'emploi, de les traiter tout en les comparant et en les interpréter en vue d'en tirer des conclusions au service du développement économique et de l'emploi.

Aux travaux de l'OIE collaborent les partenaires publics du marché du travail, un réseau d'Instituts scientifiques de la Grande Région et les Offices Statistiques, avec le soutien des Exécutifs de la Grande Région et des fonds structurels européens.

EURES, le réseau des services européens de l'emploi, a, quant à lui, été instauré par la Commission européenne en 1993. Cela fait donc 13 ans maintenant qu'EURES œuvre au Luxembourg, à la fois sur le plan national et transfrontalier. Aucun autre réseau que lui n'avait connu une pareille longévité et une telle habilitation à se préoccuper des phénomènes transfrontaliers.

EURES constitue un réseau de coopération entre les services publics de l'emploi des États membres, leurs partenaires et la Commission européenne. EURES a été conçu pour l'échange d'informations en matière d'offres et de demandes d'emploi, d'informations sur la situation et les tendances du marché du travail et sur les conditions de vie et de travail. Dans la Grande Région, ces partenaires sont les organisations patronales et syndicales ainsi que les services européens de l'emploi que sont l'ADEM au Luxembourg, le FOREM en Belgique, l'ANPE en France et la Bundesagentur für Arbeit en Allemagne.

Bref, EURES est un réseau institué par le droit européen, habilité de manière claire à précise à traiter des questions transfrontalières, à les étudier et à leur proposer des solutions. EURES est devenu depuis des années la pièce maîtresse du transfrontalier en Europe et dans notre Grande Région. EURES est donc bien le partenaire de référence au Luxembourg et dans la Grande Région pour s'occuper des phénomènes transfrontaliers. Une coopération existe d'ailleurs depuis longtemps entre l'ADEM, avec sa Cellule EURES et le Centre de Ressources et de Documentation EURES du CEPS/INSTEAD, afin de faire vivre le réseau EURES dans notre pays.

La Commission européenne a chargé le réseau EURES d'importantes missions dans le domaine de l'analyse du marché du travail, tant dans ses dimensions transnationales que transfrontalières. Ces missions sont, en résumé, les suivantes :

- la fourniture d'informations sur les conditions de vie et de travail dans les pays membres ;
- les informations sur les marchés du travail nationaux et régionaux, y compris des informations sur la disponibilité, les pénuries et les excédents de main-d'œuvre ;
- les études et les recherches sur des questions transfrontalières liées de loin ou de près à la problématique de l'emploi : l'analyse comparée des législations sur le travail et les prestations sociales, le travail intérimaire, le dialogue social, notamment.

La Commission a demandé aussi aux membres d'EURES de soutenir le développement de la coopération transfrontalière, en coopération avec les partenaires sociaux locaux, les autorités locales et les organisations locales et régionales situées dans des zones transfrontalières afin d'améliorer le marché du travail local et de faciliter la mobilité des travailleurs dans ces zones, en vue de contribuer au développement économique et social de la région. Ils s'efforcent d'intégrer la coopération transfrontalière dans leurs autres activités afin d'exploiter toutes les synergies possibles.

En organisant ce colloque, les réseaux EURES et OIE réalisent parfaitement les objectifs qui leur ont été fixés. Ensemble, ils permettent aux principaux acteurs scientifiques de faire le point sur les travaux les plus récents en la matière. Ces acteurs, universitaires, chercheurs, statisticiens et agents publics appartenant aux structures de la Grande Région nous montrent ici leur capacité à collaborer harmonieusement. Il convient de relever cette collaboration qui s'est instituée à l'occasion de ce Colloque. Ainsi, pour le seul Grand-Duché, on relève la coopération inédite entre 10 institutions de notre pays :

le Ministère du Travail et de l'Emploi, l'ADEM et sa cellule EURES, le STATEC, l'IGSS, l'Université du Luxembourg, le CEPS/INSTEAD, le CRP Gabriel Lippmann, la FEDIL, l'ILRES, le SESOPI et Forum Europa.

On ajoutera à la liste les autres institutions de la Grande Région qui participent activement aux travaux de ces deux jours :

les Offices Statistiques de Wallonie et Lorraine, le Conseil Régional de Lorraine, l'INFO-INSTITUT de Saarbrücken, l'ANPE de Lorraine, l'Observatoire Régional de l'Emploi, de la Formation et des Qualifications de Lorraine (OREFQ), l'Institut für Arbeitsmarkt und Berufsforschung (IAB), le SESGAR-Lorraine.

Ainsi, au total, ce sont donc une vingtaine d'institutions différentes qui se sont réunies pour apporter aux participants présents une information sur les phénomènes transfrontaliers.

Le marché du travail de la Grande Région, c'est, en termes d'emploi :

- 3 500 000 salariés ;
- mais aussi 600 000 demandeurs d'emploi ;
- avec 160 000 frontaliers entrants, la zone qui connaît les flux frontaliers les plus importants de l'Union Européenne ;
- un centrage des flux des travailleurs frontaliers sur le Luxembourg, ce qui en a permis le développement économique tout en profitant indirectement aux régions d'origine des travailleurs frontaliers.

Mais, c'est aussi une série de défis à relever :

- l'impact du vieillissement démographique dans la majorité des entités de la Grande Région,
- le défi de l'éducation et de la formation professionnelle,
- la question de l'intégration des frontaliers dans la vie sociale du pays d'accueil,
- la pression exercée sur le logement et les infrastructures routières notamment du pays d'accueil,
- les problèmes résultant pour les frontaliers des différences des régimes sociaux nationaux,

autant de thèmes qui ont été débattus au cours du séminaire et qui sont évoqués dans les actes que j'ai le plaisir de préfacer.

Les réponses à ces questions ne sont pas seulement importantes pour le Luxembourg et pour la Grande Région, mais également pour l'Europe. La plupart des frontaliers en Europe se meuvent dans notre Grande Région, mais il y a d'autres régions concernées. Elaborer des modèles intelligents et efficaces pour notre Grande Région permettra à d'autres régions de nous suivre.

François Biltgen
Ministre du Travail et de l'Emploi

Introduction

Le séminaire « Dimensions socio-économiques de la mobilité transfrontalière » et les actes que nous publions aujourd’hui sont la concrétisation des missions qui nous ont été confiées par les Exécutifs de la Grande Région et la Commission Européenne.

Nous tenons tout d’abord à exprimer notre gratitude envers la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l’Union Européenne et plus particulièrement Monsieur le Ministre François Biltgen, pour les conditions de travail remarquables qui nous ont été offertes à l’occasion du Séminaire. Nous les considérons comme un encouragement majeur à poursuivre notre travail et notre collaboration.

Nous remercions aussi tous les organismes de la Grande Région qui se sont associés à nous pour faire connaître et partager les résultats de leurs recherches et travaux.

Le séminaire et les actes sont le fruit de l’excellente collaboration qui s’est développée entre les réseaux EURES et l’OIE. La synergie entre ceux-ci est encouragée par la Commission Européenne. La présence parmi nous, lors du séminaire, d’un représentant de la Commission, a été pour nous un encouragement à poursuivre dans cette voie.

L’objectif du séminaire était de faire connaître des résultats de recherches et d’échanger sur des expériences. Un grand nombre de travaux ont été présentés, soit sous forme d’un exposé oral, soit sous forme de communications écrites.

La liste des organismes participants, ainsi qu’une synthèse des thèmes abordés, sont fournies dans la présentation des travaux du séminaire faite par la revue Entreprises magazine de mai-juin 2005 (voir pages suivantes), que la rédaction nous autorise aimablement à reproduire ici.

Seules les communications ayant fait l’objet d’un exposé oral sont présentées ici, sur base des documents écrits fournis par les auteurs.

Les contributions écrites – travaux ayant fait l’objet d’une publication avant le séminaire – sont citées mais non reproduites une nouvelle fois. Des versions électroniques (format « pdf ») sont disponibles sur demande auprès des éditeurs.

Bonne lecture

*Franz Clément et Arthur Tibesar, CRD EURES Luxembourg
Heinz Bierbaum et Lothar Kuntz, Info-Institut
éditeurs.*

News /

Séminaire EURES / OIE



Présidence luxembourgeoise
du Conseil de l'Union européenne

Dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise de l'Union Européenne, les partenaires des réseaux EURES et OIE ont présenté leurs travaux relatifs à la dimension du travail frontalier dans la Grande Région, en collaboration avec de nombreux autres acteurs scientifiques et institutionnels concernés par le marché du travail de la Grande Région.

Réussite incontestable aux yeux des quelque 150 participants, ce séminaire est le fruit de l'excellente collaboration qui s'est développée entre deux réseaux – EURES et l'OIE – que beaucoup connaissent déjà bien. Cette synergie des 2 réseaux, qui bénéficient de l'appui des fonds européens EURES et Interreg, est encouragée par la Commission européenne.



En organisant ce colloque, les réseaux EURES et OIE réalisent parfaitement les objectifs qui leur ont été fixés. Ensemble, ils permettent aux principaux acteurs scientifiques de faire le point sur les travaux les plus récents en la matière. Ces acteurs, universitaires, chercheurs, statisticiens et agents publics appartenant aux structures de la Grande Région, nous montrent ici leur capacité à collaborer harmonieusement. Il convient de relever cette collaboration qui s'est instituée à l'occasion de ce Colloque. Ainsi, pour le seul Grand-Duché, on relève la coopération entre 10 institutions de notre pays :

- le Ministère du Travail et de l'emploi;
- l'ADEM et sa cellule EURES ;
- le STATEC ;
- l'IGSS ;
- l'Université du Luxembourg ;
- le CEPS/INSTEAD ;
- la FEDIL ;
- l'ILRES ;
- le SESOPI et
- le Forum Europa.

Le séminaire a été inauguré par François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi; les séances de travail ont été dirigées par Jean Houard, Administrateur de l'IWEPS, Serge Allegrezza, Directeur du STATEC et Heinz Bierbaum, Directeur de l'Info-Institut.

De gauche à droite :
Heinz Bierbaum, François Biltgen et Arthur Tibeser.



On ajoutera à la liste les autres institutions de la Grande Région qui ont participé activement aux travaux de ces deux jours :

- les Offices Statistiques de la Grande Région ;
- le Conseil Régional de Lorraine ;
- l'INFO-INSTITUT de Sarrebruck ;
- l'ANPE Lorraine ;
- l'OREFQ de Lorraine ;
- l'IAB (Allemagne) ;
- le SESGAR de Lorraine.

Ainsi, au total, ce sont donc une vingtaine d'institutions différentes qui se sont réunies pour apporter aux participants présents une information sur les phénomènes transfrontaliers.



News /

Universitaires, chercheurs, statisticiens et acteurs publics appartenant aux structures de la Grande Région nous ont montré lors de ce séminaire leur capacité à collaborer harmonieusement.



© Ministère du Travail et de l'Emploi

LES GRANDS THÈMES ABORDÉS

Historique de la mobilité transfrontalière et transnationale
Immigration et migrations transfrontalières vers le Luxembourg (Sylvain BESCH).
Les flux transfrontaliers dans la Grande Région (Frédéric CHOMARD, Claude RUFFINI et Arthur TIBESAR).
Impacts de l'élargissement sur le marché du travail (Elmar HÖNEKOPP et Albert STICHTER-WERNER).

Le profil des frontaliers

L'évolution et le profil des travailleurs frontaliers lorrains (Martine NEISS et Valérie GUILLEMET).
Deutsche Grenzgänger - Grenzgänger aus Deutschland (Christian WILLE et Lothar KUNTZ).
Caractéristiques démographiques des actifs occupés dans le secteur privé au Luxembourg (Kristell LEDUC).
Les flux frontaliers franco-belges (Marc MYLE et Veerle DEMEY).
Les niveaux de formation de la main-d'œuvre active et potentielle au Luxembourg (Mireille ZANARDELLI).
Les salaires des frontaliers au Luxembourg et la structure des salaires au Luxembourg (Jacques BROSIUS).

Le marché du travail : offre - demande, situation actuelle. Situation du marché de l'emploi en relation avec le travail frontalier, ainsi que les retombées économiques

Les dynamiques de l'emploi dans la Grande Région Saar-Lor-Lux, ainsi que les Aspects socio-démographiques de la croissance économique au Luxembourg (STATEC).
Situation du marché de l'emploi dans la Grande Région (Rapport des travaux de l'Observatoire de l'emploi).
Une vue d'ensemble des secteurs d'emploi des frontaliers au Luxembourg, avec une insistance particulière sur le secteur financier, l'intérim et l'industrie (Arthur TIBESAR, Franz CLEMENT, la FEDIL).

L'aire de recrutement de plus en plus large des frontaliers du Luxembourg (Claude RUFFINI, Jean HOFFMANN et Arthur TIBESAR).

Les salariés frontaliers et leurs dépenses au Luxembourg (Guy SCHULLER et Mireille ZANARDELLI).

Les perspectives du marché de l'emploi, au regard de l'évolution démographique, très contrastée. Et tout l'enjeu de l'éducation...

Perspectives démographiques et éducatives dans la Grande Région (Géry COOMANS) et Projections des soldes migratoires au Luxembourg (Jean LANGERS).

Formes et déterminants de la mobilité sur le marché du travail

Mobilité du travail et mobilité résidentielle en Lorraine (Gérard CALAIS) et au Luxembourg (Isabelle PIROTH).

Les déterminants financiers de la mobilité (Joël DE MARNEFE).

Marché de l'emploi et marché linguistique national (Fernand FEHLEN).

Les déplacements domicile-travail des frontaliers du bassin de main-d'œuvre luxembourgeois en 2002 (Philippe GERBER et Michel RAMM).

Un outil statistique majeur

L'annuaire statistique de la Grande Région (Offices statistiques).

Et enfin, un éclairage sur les hommes et une vision politique

Analyse du quotidien des frontaliers (Charles MARGUE) et pistes d'avenir de la Grande Région (Claude GENGLER).

Toutes les interventions du séminaire feront l'objet d'une publication qui paraîtra fin 2005. Elles sont d'ores et déjà téléchargeables sur le site www.eureslux.org sous la rubrique «brochures».

Isabelle Couset

PROGRAMME

LUNDI 14 MARS (8 H 30 - 12 H 30)

(MODÉRATEUR : JEAN HOUARD, ADMINISTRATEUR DE L'IWEPS)

8.30 ACCUEIL ET ENREGISTREMENT DES PARTICIPANTS

9.00 BIENVENUE *Heinz BIERBAUM, Info-Institut
Arthur TIBESAR, Cellule EURES de l'ADEM*

9.15 OUVERTURE DU COLLOQUE

François BILTGEN, Ministre du Travail et de l'Emploi

9.30 Exposé introductif : Immigration et migrations transfrontalières
Sylvain BESCH, SESOPI

10.00 Les flux transfrontaliers dans la Grande Région

*Frédéric CHOMARD, Info-Institut
Claude RUFFINI, ANPE
Arthur TIBESAR, Cellule EURES de l'ADEM*

LE PROFIL DES FRONTALIERS

10.20 L'évolution et le profil des travailleurs frontaliers lorrains
Martine NEISS et Valérie GUILLEMET, INSEE

10.40 Deutsche Grenzgänger - Grenzgänger aus Deutschland
*Christian WILLE &
Lothar KUNTZ, Info-Institut*

11.00 Caractéristiques démographiques des actifs occupés dans le secteur privé au Luxembourg
Kristell LEDUC, CEPS/INSTEAD

Contributions écrites - Présentation : René KRATZ, OREFQ

- «Etude sur les flux frontaliers franco-belges», Ed. : EURES Channel. - Auteurs : Marc MYLE et Veerle DEMEY
- «Les salariés frontaliers et leurs dépenses au Luxembourg», Ed. : STATEC - CEPS/INSTEAD. - Auteurs : Guy SCHULLER et Mireille ZANARDELLI.
- «Les dynamiques de l'emploi dans la Grande Région Saar-Lor-Lux», Ed. : STATEC
- «Situation du marché de l'emploi dans la Grande Région» - OIE - IBA. Rapport 2004.
- «Les niveaux de formation de la main-d'œuvre active et potentielle au Luxembourg» - Ed. : CEPS-STATEC-IGSS. Auteur : Mireille ZANARDELLI

11.30 QUESTIONS - RÉPONSES

12.30 DÉJEUNER

LUNDI 14 MARS (14 H 00 - 17 H 30)
(MODÉRATEUR : SERGE ALLEGREZZA, DIRECTEUR DU STATEC)

LE MARCHÉ DU TRAVAIL : OFFRE - DEMANDE, SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES

- 14.00 Les secteurs d'emploi des frontaliers au Luxembourg
Arthur TIBESAR, Cellule EURES de l'ADEM
- 14.20 L'intérim au Luxembourg: un marché du travail au coeur de la Grande Région
Franz CLEMENT, CRD EURES Luxembourg - CEPS/INSTEAD
- 14.40 Impacts de l'élargissement sur le marché du travail
Elmar HÖNEKOPP & Albert STICHTER-WERNER, IAB
- 15.00 Les salaires des frontaliers au Luxembourg
Jacques BROSIUS, CEPS/INSTEAD

Contributions écrites - Présentation : Arthur TIBESAR

- «Les qualifications de demain dans l'industrie, le bâtiment et les travaux publics», Ed. : FEDIL
- «Les qualifications de demain dans le domaine des Technologie de l'Information et de la Communication», Ed. : FEDIL
- «Le secteur financier : mobilité des capitaux, mobilité du travail», Ed. : EURES Luxembourg - Auteur : Arthur TIBESAR
- «Les aspects transfrontaliers des métiers de la santé au Luxembourg», Ed. : EURES Luxembourg - Auteur : Franz CLEMENT
- «Aspects socio-démographiques de la croissance économique au Luxembourg», Ed. : STATEC
- «Structures des salaires au Luxembourg», Ed. : STATEC.

15.30 QUESTIONS - RÉPONSES

16.00 LES PERSPECTIVES DÉMOGRAPHIQUES ET ÉDUCATIVES DANS LA GRANDE RÉGION
Géry COOMANS, GeoLabour

QUESTIONS - RÉPONSES

MARDI 15 MARS (8 H 30 - 12 H 15)
(MODÉRATEUR : HEINZ BIERBAUM, INFO-INSTITUT)

8.30 ACCUEIL ET ENREGISTREMENT DES PARTICIPANTS

FORMES ET DÉTERMINANTS DE LA MOBILITÉ SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

9.00 Mobilité du travail et mobilité résidentielle en Lorraine
Gérard CALAIS, SESGAR Lorraine

9.20 La mobilité des frontaliers travaillant au Luxembourg
Isabelle PIROTH, Université du Luxembourg

9.40 Les déterminants financiers de la mobilité
Joël DE MARNEFFE, Coordonnateur EURES PED

10.00 Marché de l'emploi et marché linguistique national
Fernand FEHLEN, Université du Luxembourg

10.20 Projections des soldes migratoires : un exercice difficile au Luxembourg
Jean LANGERS, STATEC

10.40 Présentation de l'édition 2004 de l'annuaire statistique de la Grande Région
Guy ZACHARIAS, STATEC

Contributions écrites - Présentation : René KRATZ, OREFQ

- «Les déplacements domicile-travail des frontaliers du bassin de main-d'œuvre luxembourgeois en 2002», Ed. : CEPS/INSTEAD - STATEC - IGSS - Auteurs : Philippe GERBER et Michel RAMM

- «Vers une catégorisation des déplacements domicile-travail des frontaliers luxembourgeois en 2004», Ed. : CEPS/INSTEAD - STATEC -IGSS - Auteurs : Philippe GERBER et Michel RAMM

- «Frontaliers au Luxembourg : une aire de recrutement qui dépasse largement les frontières», Ed. EURES Luxembourg - Auteurs : Claude RUFFINI, Jean HOFFMANN et Arthur TIBESAR

QUESTIONS - RÉPONSES

TRAVAIL, DIALOGUE DES CULTURES, CULTURE DU DIALOGUE...

11.30 Frontalier et qualité de vie : éléments d'analyse de leur quotidien
Charles MARGUE, ILRES

12.00 INTERVENTION DE CLÔTURE : GRANDE RÉGION, OÙ VAS-TU ?
Claude GENGLER, FORUM Europa

13.00 REPAS DE CLÔTURE

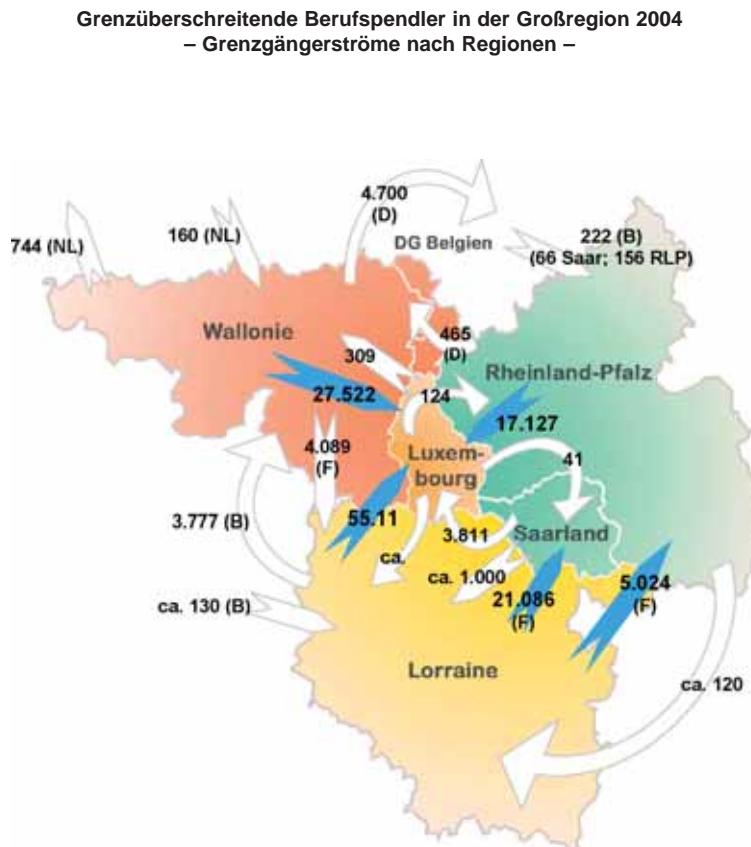
Im eigenen Land wohnen, beim Nachbarn arbeiten?

Komplexität und Vielschichtigkeit des Grenzgängerwesens in der Großregion am Beispiel deutscher Grenzgänger und von Grenzgängern mit Wohnsitz in Deutschland

Christian WILLE und Lothar KUNTZ ¹
Interregionale Arbeitsmarktbeobachtungsstelle

Grenzüberschreitende Arbeitnehmermobilität ist ein zentrales Merkmal der Großregion. Seit den 1970er Jahren wächst ihre Bedeutung für Wirtschaft und Arbeitsmarkt, gleichwohl ist das Grenzgängerphänomen in seiner Komplexität und Vielgestaltigkeit noch nicht hinreichend dokumentiert. Die Interregionale Arbeitsmarktbeobachtungsstelle startete daher in 2004 das Interreg IIIC (RRM e-BIRD)-Projekt «Grenzgänger und grenzüberschreitender Arbeitsmarkt in der Großregion», das verschiedene Implikationen grenzüberschreitender Arbeitnehmermobilität behandelt. Dabei werden besonders neue Formen des Grenzgängerwesens berücksichtigt wie etwa «atypische» ² oder «virtuelle» ³ Grenzgänger, die Fragen des grenzüberschreitenden Arbeitsmarkts komplex gestalten. Nach einer allgemeinen Darstellung der Grenzgängerströme in der Großregion werden in diesem Beitrag Aspekte des atypischen Grenzgängerwesens am Beispiel deutscher Grenzgänger bzw. mit Wohnsitz in Deutschland erläutert. ⁴

Grenzüberschreitende Pendlerströme in der Großregion



Im Gebiet der Großregion pendeln mehr als 160.000 Männer und Frauen in der Regel täglich von ihrem Wohnort über die Grenze zu ihrem Arbeitsort in ein Nachbarland ein. ⁵ Bereits seit rund 20 Jahren wächst die grenzüberschreitende Arbeitsmobilität in der Großregion kontinuierlich und der grenzüberschreitende Arbeitsmarkt gestaltet sich zunehmend komplexer. Bezogen auf den europäischen Beschäftigungsraum ⁶ geht die Europäische Kommission von schätzungsweise 600.000 Grenzpendlern aus. Nach der Schweiz, die im II. Quartal 2004 rund 184.000 Grenzgänger registrierte ⁷, bildet die Großregion somit das Gebiet in Europa mit der größten Zahl an Grenzgängern.

Bei Einbeziehung der Schweiz entfallen mehr als

ein Viertel der grenzüberschreitenden Pendlerströme in Europa auf die Großregion. Wird das Gebiet der EU-15 berücksichtigt, steigt dieser Anteil auf ca. 40 Prozent.

Die mehr als 160.000 Grenzgänger machen gut 4 Prozent aller Arbeitnehmer mit Arbeitsort in der Großregion aus – ein im europäischen Vergleich weit überdurchschnittlicher Wert. Gleichwohl betreffen diese grenzüberschreitenden Mobilitätsprozesse nur ein relativ kleines Gebiet der Großregion, die mit ihren insgesamt 11,2 Millionen Einwohnern auf einer Fläche von 65.400 km² eine beträchtliche räumliche Ausdehnung aufweist. Trotz der beobachtbaren Tendenz zur Ausweitung der Anwerbegebiete beschränkt sich das Grenzgängerphänomen nach wie vor auf vergleichsweise schmale Mobilitätskorridore, die sich auf das kleinräumige Umfeld der direkten Grenzgebiete – insbesondere um Luxemburg – konzentrieren. So wohnen Grenzgänger, die täglich nach Deutschland oder Belgien pendeln, durchschnittlich maximal 20 km von der Grenze entfernt. Grenzgänger, die täglich nach Luxemburg zum Arbeiten kommen, wohnen im Schnitt maximal 30 km von der Grenze entfernt. Im Moseltal ist jedoch die wachsende Tendenz zu größeren Entfernungen erkennbar, die bis nach Nancy reicht (bis zu 100 km Entfernung)⁸.

Grenzüberschreitende Berufspendler in der Großregion (Ein-/ Auspendler)

Einpendler									
Zielgebiet	Deutschland	France	Luxemburg	Belgique	Nederland	Zielgebiet insg.	Datum	Quelle	
Saarland		21.086	41	66	19	21.212	30.06.2004	BA	
Rheinland-Pfalz		5.024	124	156	47	5.351	30.06.2004	BA	
Lorraine	1.120		200	130	.	1.450	2001	INSEE	
Luxemburg	23.729	58.388		30.333	.	112.450	30.06.2004	IGSS	
Wallonie	465	19.842	309		160	20.776	30.06.2004	INAMI	
GR. REGION	25.314	104.340	674	30.685	226	161.239			

Saarland: zum 30.06.2004 insgesamt 21.299 Einpendler mit Wohnort Ausland (Quelle: BA)

Rheinland-Pfalz: zum 30.06.2004 insgesamt 5.929 Einpendler mit Wohnort Ausland (Quelle: BA)

48

Auspendler									
Zielgebiet	Deutschland	France	Luxemburg	Belgique	Nederland	Herkunftsgebiet insg.	Datum	Quelle	
Herkunftsgebiet									
Saarland		1.000	3.811	.	.	4.811	2001 / 31.03.2004	INSEE / IGSS	
Rheinland-Pfalz		120	17.127	.	.	17.247	2001 / 31.03.2004	INSEE / IGSS	
Lorraine	23060		55112	3777	.	81.949	2004	INSEE	
Luxemburg	165	200		374	.	739	2001 / 30.06.2004	INSEE / BA	
Wallonie	4.700	4.089	27.522		744	37.055	30.06.2004	INAMI	
GR. REGION	28.596	5.409	101.691	3.978	744	141.801			

Saarland / Rheinland-Pfalz: IGSS-Daten zur Verfügung gestellt von Cellule EURES de l'ADEM, Berechnungen INFO-Institut

Luxemburg: Auspendler Richtung Deutschland: Daten für Saarland und Rheinland-Pfalz (Quelle: BA)

Daten von INSEE: Schätzungen auf Basis der Daten von BA und IGSS

Grenzgänger aus Deutschland

Die Betrachtung der Einpendlerzahlen zeigt, dass die aus Deutschland in die Teilregionen einpendelnden Arbeitskräfte lediglich 16 % des Grenzgängeraufkommens in der Großregion ausmachen. Französische Berufspendler hingegen stellen knapp 65 % gefolgt von belgischen Arbeitskräften mit 19 %. In absoluten Zahlen handelt es sich dabei um 25.314 Arbeitskräfte mit Wohnsitz in Deutschland, von denen 22.058 aus den deutschen Bundesländern der Großregion stammen (Saarland: 4.811; Rheinland-Pfalz: 17.247). Hinsichtlich der Zielgebiete führt das

Großherzogtum Luxemburg, auf das 93,7 % der Grenzgänger mit Wohnsitz in Deutschland entfallen, gefolgt von Lothringen (4,4 %) und Wallonien (1,8 %). Dabei sind es vor allem Rheinland-Pfälzer mit 17.127 Personen, die nach Luxemburg einpendeln (Saarländer: 3.811). Im nahe gelegenen Lothringen arbeiten überwiegend Saarländer (1.000 Personen), mit Abstand gefolgt von Rheinland-Pfälzern (120).

Die geringe Anzahl deutscher Einpendler nach Frankreich erklärt sich zunächst durch das vergleichsweise niedrige Lohnniveau⁹. Zwar sind in Lothringen 215 deutsche Unternehmen angesiedelt, wovon sich allein 163 Firmen im grenznahen Raum Moselle befinden, jedoch zählen zu den dort beschäftigten rund 16.000 Personen kaum Deutsche¹⁰. Verantwortlich hierfür ist auch die Sprachbarriere, die für viele potentielle Grenzgänger ein zentrales Hindernis darstellt. Der Region Lothringen wird die Zweisprachigkeit nachgesagt, jedoch beschränkt sie sich auf grenznahe Gebiete, wo sich die Zahl der Dialektsprecher zusätzlich rückläufig entwickelt. Deutsche ziehen daher den luxemburgischen Arbeitsmarkt vor, auf dem neben Französisch und Luxemburgisch auch deutsche Sprachkenntnisse nachgefragt sind. Verstärkt wird diese Ausrichtung deutscher Auspendlerströme nach Luxemburg – allen Meldungen über wachsende Arbeitslosigkeit zum Trotz – vor allem durch das attraktive Arbeitsplatzangebot¹¹.

In den vergangenen Jahren zeichnet sich im dichten Geflecht der großregionalen Grenzgängerströme die Entwicklung ab, dass die Zahl der sog. deutschen Grenzgänger zwar stetig wächst, gleichzeitig aber steigt die Zahl derer, die in ihr eigenes Land zum Arbeiten einpendeln. Vor diesem Hintergrund gilt es die Gruppe der Grenzgänger aus den deutschen Bundesländern differenzierter zu betrachten.

Anstieg der Grenzgänger aus dem Saarland und Rheinland-Pfalz nach Luxemburg

Wie für die Gesamtheit der Teilregionen ist auch für die aus dem Saarland kommenden Grenzgänger Luxemburg das bevorzugte Zielgebiet – und dies mit steigender Tendenz und überdurchschnittlichen Zuwachsraten: Laut der luxemburgischen Sozialversicherung IGSS weisen die Einpendler aus dem Saarland im Zeitraum von 31. März 2003 bis 31. März 2004 mit einem Plus von 12,6 Prozent von allen Grenzgängern den höchsten Zuwachs auf. Neben den attraktiveren Entlohnungsbedingungen (höhere Netto-Gehälter) ist für diesen Anstieg auch die anhaltend schlechte Arbeitsmarktsituation im Saarland ursächlich. Eine Aufgliederung der aus dem Saarland kommenden Grenzgänger mit Zielgebiet Luxemburg zeigt, dass mehr als zwei Drittel (69,3%) alleine in dem direkt an der Grenze gelegenen Landkreis Merzig-Wadern ansässig sind. Es folgt der ebenfalls grenznahe Kreis Saarlouis mit einem Anteil von 14,5 Prozent. Beide Kreise stellen somit zusammen knapp 84 Prozent aller Auspendler aus dem Saarland ins Großherzogtum.

Grenzgänger aus dem Saarland in Richtung Luxemburg nach Landkreisen (31.03.2004)

Landkreise	Anzahl	Prozent
Stadtverband Saarbrücken	315	8,3
Saar-Pfalz-Kreis	52	1,4
Landkreis Neunkirchen	154	4,0
Landkreis St. Wendel	98	2,6
Landkreis Merzig-Wadern	2.640	69,3
Landkreis Saarlouis	552	14,5
Insgesamt	3.811	100,0

Quelle: IGSS, Berechnungen INFO-Institut

Ein deutlicher Zuwachs ist auch bei den Arbeitskräften aus Rheinland-Pfalz zu verzeichnen: Mitte 2004 waren es insgesamt 17.247 Arbeitnehmer, die in Rheinland-Pfalz wohnen, aber in Lothringen und vor allem in Luxemburg arbeiten. Gemäß den Daten der luxemburgischen Sozialversicherung IGSS waren zum Stichtag 31.03.2004 insgesamt 17.127 Arbeitnehmer aus Rheinland-Pfalz im Großherzogtum beschäftigt – 9,4 Prozent mehr als im Vorjahr (15.652). Nach dem Saarland (+12,6%) ist dies der höchste Zuwachs von allen Grenzgängern aus der Großregion mit Zielort Luxemburg. Diese Pendler haben ihren Wohnort überwiegend in den unmittelbar an der luxemburgischen Grenze gelegenen Gebieten um Trier und Bitburg-Prüm.

Anstieg atypischer Grenzgänger nach Luxemburg

Parallel zu wachsenden Grenzgängerzahlen ist auch ein Anstieg der Grenzgänger luxemburgischer Nationalität ins Großherzogtum zu verzeichnen. So zeigt die Momentaufnahme zum 31. März 2004, dass 1.678 Luxemburger in ihr eigenes Land zum Arbeiten einpendeln und somit 1,5 % der luxemburgischen Einpendlerströme bilden. Zwei Jahre zuvor belief sich diese Zahl noch auf 1.410 Personen, die sich hauptsächlich auf Belgien (39 %), Frankreich (35 %) und zu 25 % auf Deutschland verteilten¹². Im Jahr 2000 waren es ca. 1.210 Luxemburger, 1997 ca. 1.010 und 1993 ca. 950, die in ihr eigenes Land zum Arbeiten kamen¹³. Damit ist ein kontinuierlicher Anstieg der «Exil-Luxemburger» zu verzeichnen, wobei ihre Zahl seit ca. vier Jahren sprunghaft wächst: Während zwischen 1997 und 2000 der Anstieg bei 66 Personen pro Jahr lag, zählt man zwischen 2000 und 2004 bereits 117 Personen jährlich. Beliebte Wohnorte sind die Provinz Luxemburg in Belgien, das nördliche Lothringen und besonders der Großraum Trier.

Die Gründe für die Abwanderung sind in erster Linie im starken Wirtschaftswachstum begründet. Damit verbunden ist der Anstieg der Immobilienpreise, was aufgrund der vergleichsweise niedrigeren Preise in den angrenzenden Teilregionen die Wohnsitzverlagerung zahlreicher Luxemburger in Nachbarregionen begünstigt. Zusätzlich spielen die allgemeinen Lebenshaltungskosten eine zentrale Rolle, die im interregionalen Vergleich große Unterschiede aufweisen¹⁴.

Angesichts der Entwicklung, dass das Auspendleraufkommen aus den deutschen Bundesländern ins Großherzogtum wächst – und hierbei besonders in den Grenzgebieten an der luxemburgischen Grenze – bei gleichzeitigem Anstieg der Einpendler luxemburgischer Nationalität ins Großherzogtum, ist anzunehmen, dass auch luxemburgische Staatsbürger mit wachsender Tendenz einen Anteil des Grenzgängerstroms aus Deutschland ins Großherzogtum stellen. Die hier beschriebene Situation ist, wie unten ausführlich dargestellt, an der saarländisch-lothringischen Grenze bereits seit vielen Jahrzehnten eine interregionale Realität.

Anstieg atypischer Grenzgänger ins Saarland

Die Sicht auf deutsche Grenzgänger kann sich in der Großregion nicht nur auf grenzüberschreitende Arbeitnehmer aus den deutschen Bundesländern beschränken, sie muss ebenso Grenzgänger deutscher Nationalität einbeziehen, die aus dem benachbarten Ausland in ihr Heimatland einpendeln. Die Zahl dieser atypischen deutschen Grenzgänger aus Luxemburg beläuft sich für das Saarland in 2003 auf 30 Personen. So wie der gesamte luxemburgische Grenzgängerstrom ins Saarland mit insgesamt 41 Personen kaum ins Gewicht fällt, sind auch diese atypischen deutschen Grenzgänger vernachlässigbar. Hingegen erreichen deutsche Grenzgänger aus dem benachbarten Lothringen eine bemerkenswerte Größenordnung.

Während die Zahl der nach Deutschland pendelnden Grenzgänger aus Lothringen im Laufe der 1990er Jahre stieg und im Jahr 2001 mit 24.508 Personen ihren Höchststand erreichte, ist seitdem eine rückläufige Entwicklung zu verzeichnen¹⁵. Gestiegen ist aber seit 2001 die Wohnortmobilität in Richtung Lothringen, d.h. die Zahl der Deutschen, die sich – vor allem aus dem Saarland kommend – auf der lothringischen Seite der Grenze niedergelassen haben und zu ihrem angestammten Arbeitsplatz ins Saarland einpendeln. Sie machen an der Saar inzwischen

fast ein Drittel (32%) der aus Frankreich kommenden Grenzgänger aus (6.767 Personen zum Stichtag 30.06.2004). In Rheinland-Pfalz sind Mitte 2004 rund 19 Prozent aller Einpendler aus Frankreich deutscher Staatsangehörigkeit.

Entwicklungen und Implikationen atypischer deutscher Grenzgänger in Lothringen

Die Grenze zwischen dem Saarland und Lothringen ist historisch gesehen ein Schauplatz deutsch-französischer Konfrontation, das Phänomen der Wohnortmigration entwickelte sich hier aber zu einer deutsch-französischen Realität. Erste Spuren des Boden- und Immobilienwerbs durch wohlhabende Saarländer im nahe gelegenen Lothringen sind bereits in den 1960er Jahren zu verzeichnen. Der dadurch entstandene grenzüberschreitende Freizeittourismus verstärkte sich in den 1970er Jahren und Saarländer bekamen zunehmend Baugenehmigungen, womit sie in den Folgejahren in wachsender Zahl in Lothringen ansässig wurden. Deutsche, davon 90 % Saarländer, sind 1998 in über einem Drittel aller 727 Gemeinden des Départements Moselle gemeldet¹⁶. Bei den Neuankömmlingen handelte es sich zum größten Teil um deutsch-deutsche (63 %), aber auch um deutsch-französische Paare (16 %). Die in Lothringen angesiedelten Deutschen waren in ihrer Heimat zu 30 % Eigentümer einer Wohnung, durch die Wohnsitzverlagerung in den Raum Moselle-Est stieg diese Rate auf 78 %. Hinsichtlich der Beschäftigung sind Angestellte am stärksten vertreten (36 % der Männer, 41 % der Frauen); Männer arbeiten zu 21 % als leitende Angestellte¹⁷.

Als Motiv für den Wohnortswechsel nach Frankreich gaben 60 % die Lebensqualität, wie das dörfliche und erholsame Milieu der Moselgemeinden¹⁸ sowie die Lebensweise der Franzosen an. Die strikte Anwendung von Gesetzesvorschriften und Bürokratie sei, so die Befragten, hinsichtlich der Erteilung von Baugenehmigungen geringer ausgeprägt als in Deutschland¹⁹. An zweiter Stelle werden die interessanten Immobilien- und Baugrundstückpreise genannt. Während die Preise in Lothringen lange Zeit sehr niedrig lagen und vom département-internen Markt abhingen ohne Bezug zum Preisniveau im nahen Saarland, verschieben sie sich zunehmend zu denen des saarländischen Markts. Dennoch liegen sie noch zwischen 30 und 50 % unter dem Niveau des deutschen Nachbars²⁰. Aufgrund der hohen Nachfrage nach Immobilien von deutscher Seite haben einige Gemeinden beschlossen, einen Teil der Grundstücke und Immobilien für Einheimische zu reservieren. In der Praxis wird dann kein Objekt verkauft, bevor nicht geklärt ist, ob sich ein Moselaner als Käufer gefunden hat²¹.

Die historisch gewachsene Straßeninfrastruktur begünstigt zusätzlich die Abwanderung von Saarländern, da Autobahnen und mehrere Nationalstraßen die Grenze überqueren und vorteilhafte Bedingungen für das Pendeln zur Arbeit ins benachbarte Bundesland schaffen. Aus diesem Grund sind auch die Gemeinden entlang dieser Verkehrsadern bei Saarländern am stärksten nachgefragt²².

Der Zustrom von Deutschen ins grenznahe Lothringen wirkt sich ferner positiv auf die Haushaltsslage der französischen Kommunen aus. Französische Bürgermeister bestätigen, dass durch die Wohnsteuer, die in Frankreich von jedem Bürger zu entrichten ist, der Anteil der Steuereinnahmen spürbar wächst. Es wird geschätzt, dass diese Einnahmen überproportional zur Bevölkerungszahl ansteigen²³. Bürgermeister und Landräte im Saarland beklagen hingegen, dass in Frankreich lebende und hier Steuern zahlende Eltern ihre Kinder in saarländischen Schulen anmelden²⁴. Hierauf wurde reagiert, so dass sie seit Schuljahresbeginn 2004 einen Betrag von 630 pro Kind und Schuljahr im Saarland entrichten müssen²⁵.

Mit dem Phänomen des atypischen deutschen Grenzgängers in Lothringen eng verknüpft sind Fragen des Zusammenlebens von Deutschen und Franzosen: Um der Nachfrage nach attraktiven Wohnobjekten nachzukommen, wurden in vielen Gemeinden kommunale Lotissements (Neubaugebiete) errichtet²⁶. Für Einheimische und Zugezogene hat dies zur Folge, dass die Deutschen hier an einem Ort konzentriert bleiben und Lothringer im ursprünglichen Siedlungskern unter sich. Diese Form der Ghettoisierung²⁷ führt nur begrenzt zu Integration. Die

Widersprüchlichkeit der Koexistenz zugezogener Deutschen einerseits und einheimischer Lothringer andererseits wird auch darin deutlich, dass sich 80 % der befragten Saarländer als integriert betrachten, 86 % der französischen Bürgermeister sehen dies nur wenig oder überhaupt nicht gegeben²⁸.

Eine weitere Integrationsbarriere bildet die Sprache: Nur wenige Zugezogene beherrschen ausreichend Französisch und sprechen daher tendenziell Deutsch. Von den Einheimischen wird dies als Gefährdung ihrer Kultur empfunden; verstärkt wird dieses Gefühl durch kulturelle Gewohnheiten der Deutschen²⁹. Zwar fungiert der germanophone Dialekt (Mosel-/Rheinfränkisch) in Lothringen oft als Verständigungsmittel, jedoch nur im unmittelbaren Grenzraum. Zusätzlich entwickelt sich die Zahl der Dialektsprecher rückläufig, was bereits am Rückgang der lothringischen Auspendlerzahlen ins Saarland zugunsten des luxemburgischen Arbeitsmarkts ablesbar ist. Die regionale Mundart war und ist besonders in industriellen Sektoren im Saarland für französische Grenzgänger von großer Bedeutung.

Diese kurSORISCHE Darstellung ausgewählter Aspekte des atypischen Grenzgängerwesens an der saarländisch-lothringischen Grenze weist darauf hin, dass mit dem Grenzgängerwesen auch Fragestellungen und Herausforderungen verbunden sind, die neben Arbeitsmarktthemen auch die Bereiche Integration, Infrastrukturen, Sprache und grenzüberschreitende Identität in der Großregion berühren.

Fazit und Perspektiven zur Annäherung an das Grenzgängerwesen in der Großregion

Die im vorliegenden Beitrag eingenommenen Perspektiven zur Betrachtung des Grenzgängerphänomens am Beispiel deutscher Grenzgänger bzw. solcher mit Wohnort in Deutschland zeigen die Vielgestaltigkeit und Komplexität grenzüberschreitender Arbeitsmarktverflechtungen exemplarisch auf. Atypische Grenzgänger einschließlich der Implikationen für die betroffenen Teilregionen sind lediglich ein Beispiel dafür, dass das Grenzgängerphänomen in der Großregion eine differenzierende Betrachtung erfordert. Hierfür zentral sind qualitative Fragestellungen und Perspektiven, die sich nicht in der zahlenmäßigen Erfassung von Grenzgängerströmen erschöpfen oder in der Nicht-Vergleichbarkeit statistischer Angaben aus den Teilregionen blockieren. Vielmehr sind Dynamiken und Beschaffenheit der Grenzgängerströme ins Zentrum zu rücken und mit wirtschaftlichen sowie sozialen Entwicklungen in den Teilregionen in Verbindung zu bringen.

Angesichts dieser Notwendigkeit gilt es ferner die Definition des «Grenzgängers» einer gründlichen Prüfung zu unterziehen. Die Definition³⁰, die neben der wesentlichen Komponente der Fahrt vom Wohnsitz zur Arbeitsstätte über eine Staatsgrenze hinweg die zeitliche Bedingung der täglichen oder wöchentlichen Rückkehr an den Wohnsitz beinhaltet, gilt nur für den sozialen Schutz der betreffenden Arbeitnehmer. Der steuerrechtliche Grenzgängerbegriff hingegen ist restriktiver ausgerichtet: Er umfasst außerdem ein räumliches Kriterium, wonach der Umstand, dass eine Person in einer Grenzzone im strengsten Sinn des Wortes wohnt und arbeitet³¹, als konstitutives Merkmal gilt. Der mit diesen Definitionen abgesteckte Grenzgängerbegriff bleibt jedoch begrenzt und eignet sich nicht für das adäquate Erfassen der oben skizzierten Vielgestaltigkeit des Grenzgängerphänomens.

Für die Ermittlung von Rolle und Bedeutung des Grenzgängerwesens in der Großregion sind schließlich Fragestellungen des grenzüberschreitenden Arbeitsmarkts auf ein breites Themenspektrum auszudehnen. Das Phänomen des atypischen Grenzgängerwesens bspw. lenkt den Blick auf Fragen des Zusammenlebens zwischen Einheimischen und Zugezogenen, grenzüberschreitendes Kaufverhalten spiegelt die mit Arbeitnehmermobilität verbundene Kaufkraft wider und letztlich bietet das Grenzgängerwesen in der Großregion zentrale Ankerpunkte für das Selbstverständnis der Menschen in diesem Raum. Mit Blick auf den grenzüberschreitenden Arbeitsmarktakteur Nr. 1 – der Grenzgänger – sind in diesem Zusammenhang

auch Mobilitätsbarrieren und dabei besonders die bislang vernachlässigten Felder «Sprache» und «Kultur» zu berücksichtigen.

Vor diesem Hintergrund verfolgt die Interregionale Arbeitsmarktbeobachtungsstelle in ihrem Projekt «Grenzgänger und grenzüberschreitender Arbeitsmarkt» (2004-2005) einen multidisziplinären Forschungsansatz, der Dynamiken und Entwicklungen im Bereich des Grenzgängerwesens und des grenzüberschreitenden Arbeitsmarkts zu verstehen und zu nutzen hilft. Die Ergebnisse des innovativen Projekts sind im Tagungsreader der Veranstaltung «Werkstattgespräch «Grenzgänger»: Sind wir auf dem Weg zu einer integrierten Lebens- und Arbeitswelt?» sowie im Themenheft der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle «Grenzgänger und grenzüberschreitender Arbeitsmarkt in der Großregion» dokumentiert.



Die Ergebnisse des Werkstattgesprächs «Grenzgänger» der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle sind in der zweisprachigen Veranstaltungsdokumentation nachzulesen. Sie beinhaltet die Referentenbeiträge und kurze Zusammenfassungen der Diskussionen. Der 130-seitige Tagungsreader mit Abbildungen und Fotos steht auf den Seiten der Großregion zum Download bereit.



Die Ergebnisse des Interreg IIIC, RRM e-BIRD-Projekts «Grenzgänger und grenzüberschreitender Arbeitsmarkt in der Großregion» sind im Themenheft «Grenzgänger» der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle aufgeführt. Das Dokument enthält eine detaillierte Analyse der Grenzgängerströme mit zahlreichen Abbildungen und zeigt zentrale Merkmale und Auswirkungen des Grenzgängerwesens in der Großregion auf. Das Themenheft steht in deutscher und französischer Sprache zum Download bereit: www.grossregion.net.

Interregionale Arbeitsmarktbeobachtungsstelle

Die Interregionale Arbeitsmarktbeobachtungsstelle (IBA) sammelt im Auftrag des Gipfels der Großregion Informationen über den Arbeitsmarkt in den Teilregionen und fertigt Analysen zur Beschäftigungslage des grenzüberschreitenden Arbeitsmarkts an. Hieraus erstellt sie Prognosen und politische Handlungsempfehlungen für zukünftige Arbeitsmarktentwicklungen im Kooperationsraum. Die IBA untersteht einem Lenkungsausschuss aus Vertretern der beteiligten Regionen, der in Absprache mit den politisch Verantwortlichen der Großregion die jeweiligen

Arbeitsschwerpunkte festlegt. Die Umsetzung des Arbeitsprogramms übernimmt ein Netzwerk von sechs Fachinstituten aus der Großregion. Das ständige Sekretariat und die Koordination dieses Netzwerks sind im INFO-Institut in Saarbrücken angesiedelt.

In 2004 startete die IBA im Rahmen von Interreg IIIC, RRM e-BIRD das zweijährige Vorhaben «Stand, Perspektiven und Handlungserfordernisse des Arbeitsmarkts der Großregion bis 2020», das die Themenfelder «Grenzüberschreitende Arbeitnehmermobilität» und «Demographischer Wandel» abdeckt. Im Januar 2005 legte die IBA dem Gipfel der Großregion ihren dritten Bericht zur Arbeitsmarktsituationsvorlage vor. Weitere Informationen und Downloads unter <http://www.grossregion.net>

Kontakt

Interregionale Arbeitsmarktbeobachtungsstelle
c/o INFO-Institut
Pestelstraße 6
D-66119 Saarbrücken
Internet: <http://www.info-institut.de>
E-Mail: iba-oie@info-institut.de



Das Netzwerk der Fachinstitute

INFO-Institut : <http://www.info-institut.de>

Centre de Ressources et de Documentation des EURES Transfrontaliers de Lorraine :
<http://www.crd-eures-lorraine.net>

54

Observatoire Régional de l'Emploi, de la Formation et des Qualifications :
<http://www.orefq.fr>

Observatoire wallon pour l'emploi : <http://observatoire.emploi.wallonie.be>

Arbeitsmarktbeobachtungsstelle Ostbelgiens : <http://www.dglive.be>

ADEM/EURES : «<http://www.eureslux.org>

-
- 1 Der vorliegende Beitrag entstand unter Mitarbeit von Sabine Ohnesorg.
 - 2 Als atypische Grenzgänger werden Arbeitnehmer bezeichnet, die in einer benachbarten SaarLorLux-Region wohnen und gemäß den Kriterien der Grenzgängerdefinition zur sozialen Sicherheit in ihre Heimatregion zum Arbeiten einpendeln.
 - 3 Als virtuelle Grenzgänger werden Arbeitnehmer bezeichnet, die von einer Zeitarbeitsfirma einer SaarLorLux-Region in ihre Herkunftsregion entsandt werden und somit keine räumliche Mobilität stattfindet.
 - 4 Aus Gründen der besseren Lesbarkeit werden im Folgenden nur männliche Formen verwendet, die weibliche ist stets mitgemeint.
 - 5 In dieser Zahl sind die 21.790 sozialversicherungspflichtig Beschäftigten aus Rheinland-Pfalz bzw. die 12.028 Arbeitnehmer aus dem Saarland nicht enthalten (Stand: 30.06.2004, Quelle: BA), die täglich in das benachbarte Bundesland einpendeln.
 - 6 Einschließlich der Schweiz, Monaco, Liechtenstein etc., aber ohne die neuen osteuropäischen Mitgliedsstaaten.
 - 7 Vgl. Bundesamt für Statistik (BFS) der Schweiz (Hg.): Erwerbstätigen- und Beschäftigungsstatistik, 4. Quartal 2004, Neuchâtel 2005, S. 53.
 - 8 Vgl. Chomard, Frédéric: Profil des Grenzgängers in Saar-Lor-Lux-Rheinland-Pfalz-Wallonien; Vortrag auf dem IBA-Werkstattgespräch «Grenzgänger – Auf dem Weg in eine integrierte Arbeits- und Lebenswelt in der Großregion?» am 17. Februar 2005 in Saarbrücken.

- 9 Zu den Einkommensunterschieden vgl. weiterführend: Interregionale Arbeitsmarktbeobachtungsstelle: Grenzgänger und grenzüberschreitender Arbeitsmarkt. Themenheft im Rahmen des Gesamtvorhabens «Stand, Perspektiven und Handlungserfordernisse des Arbeitsmarkts der Großregion bis 2020». Saarbrücken, 2005.
- 10 Vgl. <http://www.moselle-capem.com> (letzter Zugriff: 23.04.2005)
- 11 Zwischen 2003 und 2004 wurden rund 70 % der in Luxemburg neu geschaffenen Stellen mit Grenzgängern besetzt (Quelle: IGSS).
- 12 Vgl. Interregionale Arbeitsmarktbeobachtungsstelle: Dritter Bericht. Saarbrücken, 2004.
- 13 Vgl. Besch, Sylvain: Immigration et migrations transfrontalières. Vortrag auf der Fachkonferenz von EURES/IBA «Sozioökonomische Dimensionen grenzüberschreitender Arbeitnehmermobilität» am 14./15. März 2005 in Luxemburg. (Zahlen beziehen sich jeweils zum Stand am 31. März, IGSS).
- 14 Vgl. weiterführend: Die Statistischen Ämter der Großregion: Statistisches Jahrbuch 2004.
- 15 Wobei hier auch statistische Effekte zu berücksichtigen sind: Bis zum Jahr 2001 wurden die in Deutschland beschäftigten französischen Zeitarbeitnehmer verwaltungstechnisch im Saarland zusammengefasst (Arbeitsamtsbezirk Saarbrücken). Diese – sachlich unkorrekte – Zuordnung wurde im März 2002 korrigiert und die Beschäftigten der Zeitarbeitsfirmen wurden von nun an am Unternehmensstandort geführt. Von dieser Änderung waren ca. 3.000 französische Grenzgänger betroffen, weshalb im Zeitraum von 2001 bis 2002 an der Saar die Einpendlerzahlen aus Frankreich überproportional stark gesunken sind. Auch wenn diese Entwicklung mehrheitlich statistisch bedingt war, ist gleichwohl ein realer Rückgang der im Saarland beschäftigten französischen Grenzgänger zu registrieren. Dies zeigen nicht zuletzt die Zahlen der Folgejahre (vgl. 3. IBA-Bericht vom Dez. 2004).
- 16 Vgl. Ramm, Michel: Saarländer im grenznahen Lothringen. «Invasion» oder Integration? In: Geographische Rundschau, Heft 2, 1999, S. 110-115.
- 17 Studie «Wohnortmobilität deutscher Bürger im Raum Moselle-Est» im Auftrag der Präfektur Moselle (SESGAR) in Verbindung mit dem Ministerium für Umwelt, Energie und Verkehr des Saarlandes.
- 18 Vgl. Ramm, Michel: Saarländer im grenznahen Lothringen. «Invasion» oder Integration? a.a.O.
- 19 Die französische Gesetzgebung zur Flächennutzung erlaubt es jeder Gemeinde, ihr Gebiet völlig eigenständig zu verwalten. Die einfache Abwicklung von Baugenehmigungen zieht auch Saarländer an, die des Wartens auf einen entsprechenden Bescheid zu Hause überdrüssig sind.
- 20 Vgl. Ramm, Michel: Saarländer im grenznahen Lothringen. «Invasion» oder Integration? a.a.O.
- 21 Vgl. Ebd.
- 22 Vgl. Ramm, Michel: Saarländer im grenznahen Lothringen. «Invasion» oder Integration? a.a.O.
- 23 Vgl. Ministerium für Umwelt / Préfecture de la Région Lorraine: Grenzüberschreitende Raumordnungsstudie Saarbrücken – Moselle-Est. a.a.O.
- 24 Vgl. Ebd.
- 25 Vgl. Républicain Lorrain vom 16.01.2005.
- 26 Vgl. Ramm, Michel: Saarländer im grenznahen Lothringen. «Invasion» oder Integration? a.a.O.
- 27 Vgl. Brücher, Wolfgang / Dörrenbächer, Peter H.: Grenzüberschreitende Beziehungen zwischen dem Saarland und Lothringen – Ausdruck einer Mischkultur? In: Marti, Roland (Hg.): Grenzkultur – Mischkultur? (Veröffentlichung der Kommission für Saarländische Landesgeschichte und Volksforschung; Bd. 35), Saarbrücken, SDV, 2000, S. 17-34.
- 28 Ebd.
- 29 Vgl. Ramm, Michel: Saarländer im grenznahen Lothringen. «Invasion» oder Integration? a.a.O.
- 30 Nach Gemeinschaftsrecht sind alle Arbeitnehmer und Selbstständige Grenzgänger, die ihre Berufstätigkeit in einem Mitgliedsstaat ausüben und in einem anderen Mitgliedsstaat wohnen, in den sie in der Regel täglich – mindestens aber einmal wöchentlich – zurückkehren.
- 31 Die Grenzzonen sind in den einzelnen Steuerabkommen unterschiedlich definiert.

TABLE DES MATIERES

Préface de Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi	5
Introduction	7
Programme	9
Immigration et migrations transfrontalières	13
<i>Sylvain BESCH, Chargé d'études, SESOPI-Centre Intercommunautaire</i>	
Les flux transfrontaliers dans la Grande Région	23
<i>Frédéric CHOMARD, Info-Institut, Claude RUFFINI, ANPE et Arthur TIBESAR, EURES/ADEM,</i>	
Les flux frontaliers de France vers le Luxembourg	33
<i>Claude RUFFINI, ANPE</i>	
L'évolution et le profil des travailleurs frontaliers lorrains	37
<i>Présentation «Power Point» de Martine NEISS et Valérie GUILLEMET, INSEE</i>	
Im eigenen Land wohnen, beim Nachbarn arbeiten? Komplexität und Vielschichtigkeit des Grenzgängerwesens in der Großregion am Beispiel deutscher Grenzgänger und von Grenzgängern mit Wohnsitz in Deutschland	47
<i>Christian WILLE und Lothar KUNTZ, Interregionale Arbeitsmarktbeobachtungsstelle</i>	
Les caractéristiques démographiques des actifs occupés dans les secteur privé en mars 2003	57
<i>Kristell LEDUC, CEPS/INSTEAD</i>	
Les secteurs d'emploi des frontaliers et des résidents étrangers au Luxembourg	71
<i>Arthur TIBESAR, Cellule EURES de l'ADEM</i>	
Le travail intérimaire au Luxembourg de 1999 à 2003 : un véritable marché transfrontalier	77
<i>Franz CLÉMENT, CRD EURES Luxembourg</i>	
Différences salariales entre frontaliers et résidents au Luxembourg	87
<i>Jacques BROSIUS, CEPS/INSTEAD</i>	
Les perspectives démographiques et éducatives dans la Grande Région : Wallonie, Luxembourg, Lorraine, Sarre, Rhénanie-Palatinat	101
<i>Géry COOMANS, Directeur GeoLabour</i>	
Mobilité du travail et mobilité résidentielle	113
<i>Gérard CALAIS, Directeur du SESGAR-Lorraine</i>	
La mobilité des frontaliers travaillant au Luxembourg	117
<i>Isabelle PIGERON-PIROTH, Université du Luxembourg</i>	
Les déterminants financiers à la mobilité Quelles sont les logiques qui peuvent amener des personnes à se positionner comme travailleur frontalier ?	133
<i>Joël DE MARNEFFE, EURES PED</i>	

Dimensions socio-économiques de la mobilité transfrontalière <i>Jean LANGERS, STATEC Luxembourg</i>	139
Le marché de l'emploi transfrontalier et le marché linguistique du Luxembourg <i>Fernand Fehlen, Université du Luxembourg</i>	149
L'Annuaire statistique 2004 de la Grande Région <i>Présentation «Power Point» de Guy ZACHARIAS, STATEC Luxembourg</i>	165
Grande Région, où vas-tu? <i>Claude GENGLER, directeur de la fondation Forum Europa</i>	171

www.eureslux.org



EURES Luxembourg
Une collaboration ADEM - CEPS/INSTEAD
arthur.tibesar@adem.etat.lu
fabienne.jacquet@adem.etat.lu
franz.clement@ceps.lu
europa.eu.int/eures

